

**Poursuivre les suppressions d'emplois, c'est aggraver les conditions de travail et la détérioration des missions.**

## **Les solutions c'est maintenant.**

Les agents réunis dans le cadre de l'HMI ont tenu à accompagner les élus du personnel pour ce CT. Toutes nos missions sont aujourd'hui impactées par les suppressions d'emplois. Les retards, les dysfonctionnements s'amplifient entraînant une détérioration de nos missions et une aggravation des conditions de travail jamais connues à ce jour. Les tensions avec les usagers mais aussi en interne se multiplient et s'accroissent. Des agents toujours plus nombreux sont en arrêt maladie pour raisons professionnelles et relationnelles. Hier encore un agent a reçu des menaces de mort au téléphone ; ces faits très graves se multipliant, en deviennent presque banals et acceptables par la Direction mais par pour nous ni pour les agents. Bien sur la crise économique jette des millions de gens à la rue ou dans la pauvreté et il y a des situations plus dramatiques que les nôtres. Mais Ce n'est pas une raison pour minimiser des souffrances réelles et parfois graves que vivent les agents de la DDFIP de Haute Corse.

- Ce n'est pas normal que les agents de Corté travaillent tout l'été dans des bureaux à 35° et respirent de l'air pollué.
- Ce n'est pas normal que les agents du SIP de Bastia reçoivent des centaines de personnes par jour avec des pauses méridiennes réduites et que les pôles gestions soient vidés.
- Ce n'est pas normal que les usagers s'en prennent aux agents débordés qui ne peuvent plus répondre au téléphone ni aux courriels.
- Ce n'est pas normal de renvoyer les usagers qui se présentent pour obtenir des documents cadastraux. Il serait temps de recréer un vrai cadastre sachant qu'il faut parfois plusieurs heures de recherche pour répondre à un contribuable.
- Ce n'est pas normal que des Trésoreries ou d'autres services soient fermés au public à cause des suppressions d'emplois.
- Ce n'est pas normal que des agents effectuent 3H ou plus de trajet quotidien pour se rendre au travail alors que des solutions existent pour les rapprocher de leur domicile.
- Ce n'est pas normal alors que la technicité des missions progresse qu'aucune reconnaissance ne soit attribuée notamment aux agents de catégorie C.
- Ce n'est pas normal que les agents qui utilisent leur véhicule pour leur travail ne soient pas correctement indemnisés.

Nous savons bien que vous ne pouvez pas apporter des réponses satisfaisantes à toutes nos demandes dont certaines ne sont pas de votre compétence. Néanmoins et compte tenu du nouveau climat social plus humain qui semble s'instaurer dans notre Direction depuis un mois, il y a urgence à prendre sérieusement en considération la souffrance au travail qui s'accroît.

De plus continuer dans un contexte de dette publique record, de supprimer des emplois et de sacrifier des missions, c'est se tirer une balle dans le pied. Les organisations syndicales tant au plan local que national ne laisseront pas la situation se dégrader sans réagir.

Il est plus que temps pour la DGFIP qui affiche la volonté d'être attentive aux conditions de travail et de réduire les risques psychosociaux passe enfin des intentions aux actes.